

**DÉLIBÉRATION 2019 22 -  
Rapport 2018 du délégataire du contrat de concession Autolib'**

Séance du Comité Syndical du 19 septembre 2019

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Le code général des collectivités territoriales prévoit que le délégataire d'une DSP doit produire chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Il doit permettre à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public concédé.

Toutefois, l'article L1411-3 impose que dès la communication du rapport du délégataire, son examen doit être mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le présent rapport ayant été remis par la SA Autolib' le 31 mai 2019, il convient donc de respecter cette exigence législative et de le présenter à l'assemblée délibérante. Du fait de la résiliation de la concession en juin 2018 et de la non approbation régulière des comptes de la DSP par le Syndicat, le Syndicat maintient ses réserves sur les comptes 2018 transmis par le concessionnaire. Cette décision de prise acte ne vaut pas approbation des comptes de la DSP.

Je vous prie, mes cher·e·s collègues, de bien vouloir prendre acte du rapport 2018 du délégataire.

La Présidente

**DÉLIBÉRATION 2019 22 -  
Rapport 2018 du délégataire du contrat de concession Autolib'**

Séance du Comité Syndical du 19 septembre 2019

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1411-3 et R 1411-8 ;

Vu le rapport 2018 du délégataire Autolib' ;

Considérant que l'article L 1411-3 impose que dès la communication du rapport du délégataire, son examen doit être mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**PREND ACTE**, du rapport 2018 du délégataire Autolib' ci-annexé et de son adjonction au compte administratif 2018, cette décision ne valant pas approbation des comptes de la DSP qui demeurent contestés par le Syndicat.



La Présidente,

*Catherine Baratti-Elbaz*  
Catherine Baratti-Elbaz  
Maire du 12<sup>e</sup> arrondissement